

Le point sur les actions Ligue des droits de l'Homme.

Pour la section du Pays rochefortais de la Ligue des droits de l'Homme, cette fin d'année 2024 est le moment propice pour faire le bilan des actions et des mobilisations menées, mais aussi pour se projeter pour l'année 2025 qui s'annonce. Pour organiser ce temps d'échanges et d'information, après l'assemblée générale de novembre réservée aux adhérents, la Ligue organise une rencontre ouverte à tous. Ce sera ce jeudi 12 décembre entre 14 heures à 16 heures à l'espace associatif partagé, 97 rue de la République à Rochefort où se tient sa permanence tous les deuxièmes jeudis du mois. Toutes les personnes intéressées par la défense des droits de l'Homme ou qui ont envie d'adhérer à la Ligue sont bienvenues.

ROCHEFORT

Une mobilisation pour la journée mondiale des migrants

Forte de nouvelles adhésions, la Ligue des droits de l'Homme locale organise une action, mercredi 18 décembre

La section locale de la Ligue des droits de l'Homme (LDH) a repris du souffle depuis une bonne année à Rochefort. Après son assemblée générale le mois passé et avec un nouveau bureau, elle compte 22 femmes et 16 hommes et a enregistré 23 nouvelles adhésions en 2024, « notamment après les attirées à la liberté de manifester à Sainte-Soline ». De quoi donner de l'énergie aux ligueurs pour les combats à venir.

Selon les principes de la Ligue, la section locale rappelle qu'en 2025, comme avant, elle combattra la ré-

pression à la liberté de manifester et se battra pour la liberté d'expression. En ce sens, elle participera à la consolidation de l'Observatoire Poitou-Charentes des pratiques policières et des libertés.

Contre l'extrême droite
« Nous continuerons à combattre l'extrême droite, conformément à l'orientation du 92^e congrès de la LDH à Bordeaux, c'est même une priorité. Et nous participerons aux luttes locales qui sont en adéquation avec nos principes », annoncent les nouveaux coprésidents

Annick Le Pail, Alain Simon et Bertrand Gaudin ainsi que les membres du bureau Marie Fauvel, Jacques Klem et Romain Monroux.

Un autre chantier, et pas des moindres, tient à cœur de la LDH : l'accompagnement des migrants et des réfugiés. La prochaine action prévue, ce mercredi 18 décembre à Rochefort, marquera justement la Journée mondiale des migrants.

« Droit d'asile trop peu accordé ; conditions iniques d'enfermement des sans-papiers dans les centres de rétention ; contrôle policier tatillon, expulsion de familles en-

titres avec enfants pourtant scolarisés en France, tout cela nous oblige. Et nous serons toujours du côté de la défense des plus démunis. »

Ce mercredi donc, la Ligue tiendra un stand d'échange et de partage avenue Sadi-Carnot à 16 heures

« pour faire avancer la défense des droits humains, y compris sur notre territoire ». Enfin à 18 heures, au bar-tabac Le Bijou, avenue Lafayette, les ligueurs sont à la rencontre de salariés pour les informer sur les procédures de droit les concernant.

K. C.
Contact : paysrochefort@ldh.fr



Selon les principes fondamentaux et historiques de la Ligue des droits de l'Homme, la section locale fait de la défense des droits de l'Homme l'un de ses priorités.

« Foutez-nous la paix », un message, mais aussi un festival

Rachel Baum la passe à Lafayette en Louisiane. Issue d'une famille de musiciens, elle baigne dans la diversité culturelle dès son plus jeune âge. En première partie : rock avec l'électro school. Gratuit, inscriptions sur www.agglo-rochefortcean.fr/programme-du-labo. Le lendemain, soirée salsa à 20h30. Une soirée SBK (salsa bachata kizomba) organisée par Adelante Salsa au Clos. Danseurs confirmés ou juste là pour s'amuser sont attendus nombreux pour une soirée conviviale qui va réchauffer l'hiver.



Ben Cramer est venu réhabiliter la très pertinente polémologie, la science de la guerre pour parvenir à la paix. K. C.

ROCHEFORT

« La paix fait peur car elle est subversive »

Le festival Foutez-nous la paix se termine ce dimanche. Il a invité Ben Cramer, spécialiste de la polémologie. Interview

Kharinne Charov
k.charov@sudouest.fr

Jusqu'à ce dimanche 19 janvier, la Poudrière de Rochefort accueille le premier festival Foutez-nous la paix, arrêtez les massacres (1). Il propose entre autres des débats animés par des personnalités engagées en faveur de la paix. Parmi elles, Ben Cramer. Rencontre avec ce journaliste, enseignant et chercheur associé au Groupe de recherche et d'information sur la paix (Grip), et surtout diplômé de la paix et spécialiste de polémologie, l'étude de la guerre.

Tout est parti de votre intérêt pour la paix...
Je me demandais comment réflé-

chir à la lutte antiguerre sans être en guerre. En me rendant au Bureau international de la paix, j'ai découvert que la plus ancienne organisation internationale pour la paix était présidée par un ancien responsable de l'IRA (Irish republican army) ! J'ai compris que la paix était une affaire compliquée.

Il fallait donc approfondir ?

Je découvre l'institut français de polémologie créé à Paris (disparu dans les années 1980, NDLR) par Gaston Bouthoul, sociologue que je veux réhabiliter. Après 39-45, pour lui et d'autres, comme l'écrivaine féministe Louise Weiss, la guerre est une maladie qu'on doit pouvoir guérir si l'on en trouve les symptômes. Sa maxime n'est pas

celle des Romains « pour faire la paix, prépare la guerre », mais « pour faire la paix, connais la guerre ».

La polémologie, l'étude de la guerre, est donc une science ?

Exactement et il y avait un département de polémologie dans chaque fac ! Maintenant, c'est fini sauf à Strasbourg ! C'est une science, mais qui doit servir à faire la paix. Car, il y a peu d'experts de la paix, c'est un métier négligé, un angle mort. La guerre s'enseigne avec force intelligence et argent, mais pas la paix.

Comment enseigner la paix ?

Il faut considérer que la paix, c'est la sécurité humaine qui permet de s'affranchir de la peur et du besoin. Hélas aujourd'hui, le concept de sécurité est associé aux armes et à des films partout... Or c'est un mot magnifique, regardez la Sécurité sociale ! Pour enseigner la paix, pourquoi ne pas s'inspirer de l'environnement où la nature fonctionne en coopéra-

tion, au lieu de parler de destruction et de domination ? À la place d'un service militaire, on pourrait créer un service à la terre et réguler ainsi les crises alimentaires ou énergétiques.

Le pacifisme vous a mené à l'écologie...

Ces deux combats se rejoignent. La paix, c'est plus que dire non à la capacité de s'armer, c'est aussi être en paix avec la terre et la planète. L'ennemi n'est pas forcément le voisin, mais les sols pollués ou la désertification. En combattant les menaces environnementales, on peut aussi arriver à la paix.

Dans notre monde surmilitarisé, vous dites que tout est arme...

Oui, une centrale nucléaire est un objectif de guerre, la propagande, une opération de guerre. Même en matière d'environnement, la protection est détournée pour devenir une arme quand par exemple, une aire marine protégée exclut des peuples autoch-

« Les pacifistes n'ont pas compris que la paix, c'est une guerre, une stratégie, pas une affaire de bons sentiments »

tones. On nous dit que la quête des minerais servirait à la transition énergétique alors que la plupart des minerais servent au complexe militaro-industriel, quelle imposture ! On est en train d'élargir les champs de bataille potentiels aux fonds marins et aux espaces extra-atmosphériques.

Pourquoi la polémologie est tombée dans l'oubli ?

On parle aujourd'hui de géopolitique, c'est plus chic. L'étude de la guerre, c'est trop brutal. Et puis la France a un rapport ambigu à la guerre et à la paix à cause de la collaboration et de la colonisation.

Le pacifisme est-il dévalorisé ?

Les pacifistes n'ont pas trouvé les bonnes armes. Ils n'ont pas compris que la paix, c'est une guerre, une stratégie, pas une affaire de bons sentiments, pas juste un truc cool entre deux conflits, non, elle s'entretient aussi en temps de paix ! Mais les pacifistes, qui ne s'y intéressent que quand il y a des guerres, se contentent d'invocations « stop aux armes », « non à la guerre », sans aucun argument. Voilà comment le pacifisme devient un truc gentil de baba cool. Or, il faudrait une armée de la paix car en face, on a de vrais ennemis, dont l'ignorance et l'indifférence.

La paix fait-elle plus peur que la guerre ?

Si on enseignait la paix, on comprendrait que faire la paix est synonyme de libération sociale. Le plus grand ennemi de la paix, c'est d'interdire aux gens de penser la sécurité en dehors des armes et de la domination, de nous priver de notre capacité à réfléchir pour faire la paix. La paix fait peur car elle est subversive.

(1) Aujourd'hui de 14 à 16 heures : débat autour de l'industrie de l'armement, des procédures judiciaires et de la cour pénale internationale. Gratuit. Ouvert à tous.

ROCHEFORT

Des messages haineux tagués sur le mur de façade du lycée

Des tags antisémites, anti-LGBT et anticommunistes ont été peints devant le lycée Merleau-Ponty

Vendredi matin, au réveil, tous ceux qui passaient par la rue Raymonde-Maous à Rochefort ont découvert des tags antisémites, anti-LGBT et anticommunistes écrits à la peinture noire dans la nuit. Ces messages haineux et d'appel à tuer s'accompagnaient de croix gammées et autres insignes nazis, mais aussi d'une étoile de David barrée et de faucille et marteau barrés aussi. Il y avait même le nom d'Alain Soral, idéologue d'extrême droite, suivi d'un cœur. Beaucoup d'automobilistes s'arrêtaient stupéfaits.

« Choquant et inacceptable »
Le préfet, Brice Blondel, a immédiatement condamné ces tags « violents et odieux, honteux, insupportables et intolérables, d'autant plus condamnables qu'ils ont été perpé-

trés dans l'enceinte d'un établissement d'enseignement public où l'éducation, le dialogue et la tolérance doivent être garantis parce qu'ils constituent les piliers de notre Nation ».

Le proviseur Emmanuel Ababsa ne restera pas sans rien faire à la rentrée du 10 mars. « J'attirerai la vigilance de tous, car ces tags sont inacceptables, choquants et la nature des propos est illégale. C'est la première fois que je vois ça », expliquait-il hier alors qu'il s'apprêtait à porter plainte. La police se penche sur le mur tagué, mais aussi sur les autres dégradations commises dans le lycée où une porte a été fracturée cette même nuit, de même que des casiers. Une enquête est ouverte.

Kharinne Charov

Des tags antisémites inscrits sur les murs d'un lycée de Rochefort



Les tags ont été découverts sur un mur du lycée Merleau-Ponty de Rochefort vendredi 28 février - © Jean Laurans

Vendredi 28 février, des inscriptions antisémites, homophobes et anti-communistes d'une grande violence ont été découvertes sur les murs du lycée Merleau-Ponty à Rochefort, provoquant une vive indignation.

Des inscriptions antisémites, homophobes et anti-communistes d'une violence inouïe ont été découvertes vendredi 28 février à Rochefort, sur les murs du lycée Merleau-Ponty. Un acte abject qui suscite une vague de condamnations en Charente-Maritime. Face à ces actes révoltants, le préfet de Charente-Maritime, Brice Blondel, a exprimé sa condamnation la plus ferme, dénonçant des faits « honteux, insupportables et intolérables ». La section rochefortaise de la Ligue des Droits de l'Homme évoque quant à elle « une tache » qui « souille les murs du lycée ». Et

d'ajouter : « Aussi ne convient-il pas de seulement s'indigner. Il faut combattre. Dans la dignité, la clarté, avec humanité et raison. »

Les autorités locales ont immédiatement réagi en annonçant que toutes les mesures nécessaires seraient prises pour identifier et poursuivre les responsables de ces actes. « Tout sera mis en œuvre pour en retrouver les auteurs », a affirmé le préfet. Ces actes sont d'autant plus inacceptables qu'ils ont été perpétrés dans un établissement d'enseignement public, où doivent être garantis « l'éducation, le dialogue et la tolérance, parce qu'ils constituent les piliers de notre Nation », rappelle-t-il.

Après s'être entretenu avec le responsable de la communauté juive à La Rochelle, le préfet a souligné l'importance de défendre les valeurs fondamentales de la République. Il a insisté sur la nécessité pour chaque

citoyen de rester « attentif et vigilant face à toute forme de discours ou d'actes de haine ». Il a également alerté sur la recrudescence inquiétante des actes antisémites, constatée « en Charente-Maritime comme sur le territoire national », rappelant que « la lutte contre toutes les formes de discriminations est essentielle pour garantir la cohésion et le vivre-ensemble ».

Dans ce contexte préoccupant, le représentant de l'État a tenu à réitérer son soutien à toutes les personnes touchées par ces actes. Le préfet renouvelle son soutien à la communauté juive, comme à toutes celles et tous ceux touchés dans leur chair ou leur dignité par de tels agissements », a indiqué la préfecture. Alors que l'enquête est en cours, les autorités rappellent l'importance de la vigilance et de la mobilisation collective face à ces manifestations de haine.

Tags antisémites : la LDH réagit à son tour

Lycée Merleau Ponty. La LDH (Ligue des droits de l'Homme) du Pays rochefortais exprime à son tour son indignation après les tags néonazis inscrits sur les murs de l'établissement dans la nuit du 27 au 28 février. « Tout d'abord tout notre soutien à ceux que l'on a ciblés directement et délibérément. Cet appel au meurtre, de surcroît par le feu, des juifs, des communistes, des lesbiennes, gays, bisexuels et transgenres (LGBT) est d'une violence symbolique inouïe. Ensuite, toute notre



KHARINNE CHAROV

solidarité, avec les lycéens, les enseignants, le personnel de la vie scolaire, les parents d'élèves que ces inscriptions sur les murs de leur lycée indignent, sidèrent, révoltent. Enfin, ces tags révèlent

les failles qui travaillent notre société, nos sociétés. La résurgence de groupuscules d'extrême droite violents dans plusieurs grandes villes métropolitaines (Paris, Lyon...) et leurs agressions vis-à-vis des migrants, des militantes (fémistes, étudiants...) ne relève plus du fait divers anecdotique, mais bien d'une mouvance dangereuse. »

Manifestation pour les droits des femmes

CGT. L'union des sections locales retraitées CGT et l'union locale CGT appellent à un rassemblement ce

Rochefort : conférence de résistantes ukrainiennes le 9 septembre



Daria Zymenko, Irina Dovhan et Alisa Kovalenko - © SEMA Ukraine

Le mardi 9 septembre, à 18h30, l'auditorium du Palais des Congrès de Rochefort, accueille une conférence-projection du documentaire *Dignes résistantes* avec l'association Sema Ukraine (participation solidaire, les fonds récoltés lui seront reversés). Sa fondatrice Iryna Dovhan, l'artiste et photographe Daria Zymenko et Alla Skrypnik, chargée de projet pour la Fondation Mukwege seront là. Militante originaire de la région de Donetsk, Iryna Dovhan est enlevée, en 2014, par les séparatistes pro-russes. Accusée à tort d'espionnage pour avoir apporté de l'aide humanitaire aux soldats ukrainiens, elle a été torturée et humiliée publiquement. Des images de cette scène pris par le photographe Mauricio Lima ont été diffusées dans *The New York Times* suscitant une indignation internationale. Depuis, elle a rejoint sa famille à Marioupol jusqu'en 2022. Lors de cette conférence, il sera question des violences faites aux femmes et leur résistance pendant la guerre. Créée en 2019, Sema Ukraine regroupe une communauté de femmes qui, après avoir survécu aux violences sexuelles liées aux conflits armés, ont su transformer leur traumatisme en une force de reconstruction personnelle et collective. Sema Ukraine offre un soutien psychologique et facilite les contacts avec d'autres organisations dans la prise en charge des problématiques médicales et sociales liées aux violences sexuelles en temps de guerre. La participation à ce réseau leur permet d'échanger sur les moyens de retrouver une vie normale, de se sentir soutenues par la société, d'apprendre ses secrets et de témoigner des crimes commis par la Fédération de Russie.

act : oleronpourukraine@gmail.com

SAINTES

La CGT convoquée au commissariat

Le 4 mai 2023, la CGT avait coupé l'électricité au lycée Bernard-Palissy lors de la visite d'Emmanuel Macron

À Saintes, en Charente-Maritime, la rentrée sociale — qui s'annonce agitée à l'échelle nationale — se double d'un appel à rassemblement de la CGT 17 devant le commissariat de la ville, vendredi 5 septembre, à 13 heures. La raison ? La convocation de la secrétaire générale de la CGT Énergie 17 en sa qualité de responsable, dans le cadre d'une enquête ouverte à la suite de la venue du président de la République Emmanuel Macron, le 4 mai 2023. Pendant que les casseroles tintinnabulaient à bonne distance de la délégation officielle en signe de rejet de la réforme des retraites, des opposants avaient coupé l'électricité au sein du lycée Palissy et autour. Les générateurs avaient pris le relais ; la gêne avait été réduite.

La LDH en soutien

La CGT 17 considère la convocation comme « une tentative d'intimidation et la criminalisation de l'action syndicale ». L'appel au rassemblement est relayé par la section de Saintes de la Ligue des droits de l'Homme (LDH), « présente pour défendre les droits et libertés de manifester et de revendiquer pour le mouvement social ».

Séverine Joubert



Le 4 mai 2023, la visite d'Emmanuel Macron au lycée Bernard-Palissy avait suscité des mouvements d'humeur tenus à bonne distance. L.C.S./ARCHISO



L'édition 2025 s'est déroulée du jeudi 28 au dimanche 31 août à La Genétouze. XAVIER LEOTY/SO

SOCIÉTÉ

Face au virtuel, des célibataires de la résistance

Depuis 1978, La Genétouze organise une fête pour les cœurs à prendre. Une alternative aux rencontres via Internet

Marion Arnoult

Car ici, ce samedi 30 août, au bal des